D’ici quelques jours, le gouvernement va bientôt se féliciter du taux de réussite au baccalauréat 2016. Les plumes réac-publicaines vont s’insurger du niveau qui baisse, de la perte de la valeur de ce diplôme, inversement proportionnelle au nombre de titulaire. En annonçant une réussite au bac de près de 90%, ils laissent de côté les sans-diplômes, les oubliés de l’éducation nationale, qui font que seulement 78% d’une génération a le bac… Rien de nouveau sous le soleil…. Vraiment rien ?

En réalité, Najat Vallaud Belkacem devrait se féliciter d’avoir réussi une vieille entreprise, où tous les ministres de l’éducation nationale se sont cassé les dents depuis près de cinquante ans : la destruction du baccalauréat. Et cela sans réforme massive, ou plan machiavélique pour l’éducation.

Admission Post Bac a empoisonné le bac

Mis en place en 2009, le site Admission Post Bac (APB) a étendu sur toute la France un système qui n’existait qu’en région parisienne (RAVEL) pour permettre une meilleure orientation dans les études supérieures des élèves du secondaire. C’est à dire qu’au cours de leur année de terminale les élèves « choisissent » jusqu’à 36 filières dans le supérieur et, après lecture de leur dossier, ils peuvent être autorisés à s’inscrire.

Ainsi, le ministère a enfin résolu le problème du contrôle des flux entrants, qui est déterminant pour l’adéquation du système de formation aux besoins de l’économie.

Le site APB est très utile pour les filières sélectives (prépas, BTS, IUT…). Plus aucun de ces établissements ne peut louper le dossier d’un élève « méritant » et l’outil informatique permet d’assurer que la différence entre un élève d’une grande ville et un élève de banlieue soit renforcée[[Certaines prépas appliquent des coefficients différents aux notes des élèves en fonction du lycée d’origine, de manière à assurer qu’un 12/20 à Paris soit équivalent à 16/20 en banlieue.]]. Sans que cela n’empêche pas les passe-droits.

En quelques années, les universités ont compris le filon et elles ont mis en place des filières sélectives pour s’assurer d’y inscrire les meilleurs élèves. Et quand cela n’est plus suffisant, ils n’hésitent pas à tirer au sort les élèves qui peuvent s’inscrire[Lire: [Les universités en viennent à jouer les bookmakers]].

Le 8 juin 2016, le couperet est tombé sur le cou du bac

Juste avant la première épreuve du baccalauréat, les lycéens ont reçu, par mail, les filières où ils étaient acceptés. Les élèves n’avaient donc qu’à composer aux épreuves pour avoir la filière de leur choix (ou, du moins, celle dans laquelle on avait bien voulu les laisser s’inscrire). S’en est donc fini du premier diplôme de l’enseignement supérieur. Le bac est en réalité un diplôme de fin de lycée, à l’image du brevet pour la fin du collège. Un passeport nécessaire pour continuer ses études. Le Ministère aura réussit à abroger, dans la pratique, la loi Savary de 1984[« Tout candidat est libre de s’inscrire dans l’établissement de son choix. », article 14 de la [loi n°84-52 du 26 janvier 1984 sur l’enseignement supérieur]].

Cela entérine un recul de plusieurs décennies dans l’enseignement secondaire pour arriver au vieux rêve de Faure[[Edgar Faure (1908-1988), ministre de l’éducation nationale en 1968-1969, cité dans *L’école de Jules Ferry est morte*, éditions Maspéro, 1974.]]: « un système d’orientation très souple et continu partant du secondaire pour suivre toutes les couches stratifiées du supérieur »

Vae victis : la réforme du bac à venir

La logique qui soutient les réformes de l’éducation nationale a pour seul objectif de gérer les flux d’élèves, indépendamment des connaissance, savoir et savoir-faire qu’ils-elles pourraient acquérir.

C’est pourquoi le redoublement est exceptionnel du CP à la terminale. Sans que les économies réalisées de deux milliards d’euro par an[Lire: [Le redoublement coûte deux milliards d’euros par an]] ne soient réinvesties pour les élèves en difficultés.

En juin 2018, la première génération « sans redoublement » passera le bac. Aujourd’hui, aucun gouvernement ne peut se permettre de perdre 5 points sur le taux de réussite au bac. Ce constat impose une réforme du bac durant l’année 2017 (sans doute la première réforme que mènera le président nouvellement élu). Et certains s’y préparent en promettant une économie de 1,5 milliards d’euro supplémentaire[Lire: [Le coût caché du bac : 1,5 milliard d’euros]].

Voilà le combat à venir dans l’éducation nationale. Alors, il faudra défendre le bac. Non pas pour ce qu’il est, un outil qui n’empêchent ni la sélection/orientation, ni la reproduction sociale et certainement pas parce qu’il est en dernière instance un moyen qu’ont les élites de se reconnaître entre eux. Nous nous battrons contre toute réforme rétrograde, qui cherchera à faire encore plus d’économies sur le dos des plus pauvres, une réforme qui légitime la reproduction sociale. Cette défense du bac doit être un moyen de défendre globalement l’Ecole que nous voulons sans hiérarchie, sans division entre savoir intellectuels et savoirs manuels. Bref, une école complètement repensée, au service d’une autre société